

Réunion DGCS – vendredi 27 mars 2020 : accès aux droits et biens essentiels

Compte-rendu Jean MERCKAERT (Secours Catholique) / complété (un peu...) par Jean-François MARUSZYCZAK (Emmaüs France)

Présents : Les agents de la DGCS et une vingtaine d'associations autour de la table.

Thème de la réunion : Accès aux droits, biens essentiels publics précaires

Propos introductifs

Virginie Lasserre (directrice DGCS) : rappel de la situation sanitaire, notamment dans le monde : 21 000 décès à ce jour. On a mis en place une cellule de crise sur la prise en charge des plus vulnérables, avec une adresse mail dédiée, des équipes mobilisées 7 jours sur 7. Délai de réponse parfois, car 300 mails par jour.

Cécile Tagliana : message à l'attention de nos équipes, prenez soin de vous. Il y aura encore de nombreuses personnes atteintes, il faut donc retarder la propagation et trouver des solutions pour que notre système solidaire perdure.

Deux parties à cette réunion : accès aux services et biens essentiels, accès à l'alimentation. On comprend bien le retrait des bénévoles âgés, besoin qu'ils ne se mettent pas en danger.

Concernant l'accès aux droits et besoins essentiels

Intro DGCS. Mesures mises en œuvre par l'Etat depuis le début de la crise, avec différentes communications aux Préfets, aux maires, aux grands opérateurs publics :

- Des dérogations pour les bénéficiaires et pour les bénévoles. Attention à ne pas freiner un accès inconditionnel aux soins essentiels => plate-forme nationale pour le bénévolat.
- Le ministère a demandé à l'AMF d'assurer le maintien de l'accès aux biens essentiels et aux droits pour les plus fragiles.
- Des consignes passées en début de semaine sur les façons de recevoir du public.
- On doit structurer la remontée d'informations sur l'état des lieux pour l'accès aux produits alimentaires et produits d'hygiène.
- Difficultés de domiciliation > quand il y a des fermetures d'activités, il faut prévenir les DDCS et des autorités locales pour qu'elles puissent adapter leur activité, éventuellement mutualiser les ressources ou les locaux.

Emmaüs France : concernant le lancement de la plateforme, on a besoin de savoir si on doit y aller à fond parce les bénévoles auront les protections nécessaires ou non.

Réponse : c'est une vraie question qui fait l'objet d'une doctrine claire. Les masques sont réservés au personnel soignant, en contact rapproché pour des soins de personnes malades. Dans la population générale, il n'est pas recommandé d'aller faire ses courses avec un masque. Mais on essaie de trouver d'autres canaux d'approvisionnement et sans doute des directives sortiront sur des masques lavables, en tissu, pour les non soignants. Une détente sur cet aspect-là est à prévoir. Les solutions hydro-

alcooliques sont plus disponibles aujourd'hui. Les gants ne sont pas recommandés. 140 000 personnes se sont inscrites sur la plate-forme, il faut leur faire passer les consignes.

Aujourd'hui, les entreprises qui poursuivent leur activité se sont adaptées : mesures barrières, etc... il faut agir de la même façon avec les bénévoles. Il faut permettre les interventions en réfléchissant à la meilleure organisation de protection des aidants.

Secours populaire / Restos du cœur / Croix-Rouge / Secours Catholique : sur la circulation des personnes, on attend beaucoup de l'instruction que vous pourrez donner aux préfetures. La durée d'une heure, la distance d'1 km. Cités Caritas évoque les personnes illettrées / attestation.

Réponses : Soucis remontés sur domiciliation et pointage des dublinés. => Ils font remonter mais rappellent que le pointage est un motif de circulation dérogatoire.

Pour les bénévoles, il n'y a pas d'application de ces limitations de durée et de distance.

Question / hygiène : à Paris, le cabinet est en cours de réquisition de sanisettes, et une circulaire est en cours pour les bains-douches pour demander le maintien de l'ouverture.

Inquiétudes quant à la continuité des soins. Centre Primo Levi : échéance jusqu'au 16 mars, quid du renouvellement ? => DGCS demandent d'interroger les interlocuteurs de la Sécurité sociale.

ATD sur les liens sociaux, yc prison ? Sur prison on ne peut pas répondre, mais on a une attention particulière sur l'ASE pour les enfants en famille d'accueil ou en établissement. Les visites ont été très réduites mais l'ASE > fiche sur le site du ministère.

UNCCAS : les CCAS qui ont laissé penser qu'ils ne fonctionnaient plus : fermés au public, mais tous ont maintenu une ligne téléphonique. Ils sont en mode plan d'urgence d'activité. Les services sont dégradés pour intervenir en priorité sur des publics particuliers, des actions particulières. Les CCAS gèrent aussi des EHPAD et résidences autonomie.

Secours Catholique : intervention sur l'agrément nécessaire des autorités pour nous permettre de poursuivre notre action, sur les MNA et les lieux type campements, bidonvilles, etc.

Emmaüs : sur l'accompagnement à domicile à la scolarité des enfants de familles en difficulté, what next de la part du Ministère de l'Education nationale ?

Aussi, on a une vraie interrogation sur l'accès aux espèces, les familles n'ayant pas de carte bancaire, et une banque à Nantes en difficulté pour fournir notre association en espèces.

Réponses : sur les MNA, dites-nous précisément les départements, car c'est contraire aux consignes, il faut qu'on fasse le suivi. Le sujet des espèces nous est remonté : on y travaille avec le ministère de l'Economie.

ATD / Cités Caritas : quels moyens techniques pour faciliter l'école à domicile ? Des partenariats avec des entreprises privées ?

Sur l'aide alimentaire / Céline de la DGCS : tour d'état des lieux sur l'activité, l'approvisionnement, et les attentes complémentaires. Les associations qui ne sont pas habilitées à l'aide alimentaire pourront être habilitées en certains endroits pour distribuer des denrées sur fonds publics (instruction qui sera adressée prochainement aux services déconcentrés de l'Etat). Et surveillance accrue des lieux de stockage.

Croix Rouge Française : aide alimentaire se poursuit dès que possible, même si parfois en mode dégradé. 4 ou 5 départements seulement où c'est arrêté (yc outre-Mer). Dispositif « Croix Rouge chez vous » pour les personnes isolées socialement ou géographiquement, pas que précaires. Un panier d'urgence offert sur besoin déclaratif. Préoccupation pour les campements, demande importante. On a beaucoup de propositions de bénévoles, qu'il faut former. On serait favorable à une coordination interasso, pour mettre en commun des moyens, des véhicules, des lieux de stockage. On a beaucoup de dons, parfois difficile de traiter, mais les aura-t-on encore à la fin de la crise ?

Banques alimentaires : grande majorité ouverte (3 ou 4 vont rouvrir). Ça fonctionne bien quand les mairies ou collectivités coordonnent la réserve civique localement. On aimerait bien aussi une coordination locale des acteurs, car il y a des associations classiques qui ferment, d'autres nouvelles. Notre appel à bénévoles a bien fonctionné, mais question des approvisionnements sur la durée.

Fédération de l'entraide protestante : peut-on faire remonter l'information sur ces coordinations locales ? On trouve souvent porte close auprès des services déconcentrés de l'Etat. Non réponse téléphonique, mail...

Réponse : On a prévu de donner à nos DR et DD les contacts des réseaux associatifs : si vous pouvez nous donner les contacts de vos réseaux, ce sera plus facile. On veut consolider sur un même annuaire. DD et DR sont très mobilisées, mais en mode dégradé.

Dons solidaires : on redistribue les invendus à des associations – 600 partenaires, à 60% encore ouverts (yc d'associations pas membres de notre réseau, dont l'Andess et les BA). Demandes sur les produits d'hygiène de base. Arrivages importants.

Dorothée Briomont : remontée de produits agricoles. C'est du jamais vu. On a eu des propositions de dons de 200 tonnes en une semaine. Bientôt 400 000t de pommes de terre, besoin de transformation (purée, lyophilisation,...) et du stockage. On a des soucis de transport : je fais un appel aux transports, pas uniquement semi-remorques, mais aussi camionnettes, réfrigéré, etc. Sur la durée : l'offre est toujours là. Je voudrais avoir un protocole concernant les emballages, porteurs ou non du virus. On a des questions sur le lavage des produits...

Secours populaire : coordination, sur certains territoires on n'a pas de problèmes avec les pouvoirs publics, mais on se sent parfois convoqués par la puissance publique : on n'est pas à la disposition des pouvoirs publics. On est un réseau décentralisé, la responsabilité est confiée aux fédérations départementales. Question des moyens : on a une part faible de fonds publics. Il devient difficile d'organiser la collecte. Ce qui pose la question de la continuité en sortie de crise. Ce qu'on ne collecte pas aujourd'hui, on ne le collectera pas plus demain.

Secours Catholique : le besoin de pilotage public à plusieurs niveaux, yc national (sur le mode de cette réu) pour l'aide alim, nécessité de la prime plus générale pour les ménages modestes.

Denis Darnant DGCS : il y a des distributions de chèques services pour parer au plus pressé (yc DRIHL et DIHAL), on travaille à une coordination au niveau national qui pourra passer par le relai associatif sur le terrain. On pourra dans quelques jours vous dire ce qu'il en est. L'acceptation par les commerçants est une question bien identifiée, on est en contact avec Bercy pour faire passer le message aux commerçants, le cabinet de Christelle Dubos aussi. Le sujet de la prime : les services de l'Etat, à l'impulsion des cabinets ministériels, sont en train de regarder les conditions dans lesquelles elle pourrait être attribuée.

Emmaüs : on a des camions qui dorment, vers quel canal pour mobiliser les groupes Emmaüs ? Réponse > Demande d'une note avec l'offre de services.

Restos du cœur : on n'a conservé que l'aide alimentaire et les actions d'hébergement et mise à l'abri. Sur 2000 centres, 700 sont ouverts, sachant qu'on a déjà des centres fermés habituellement. On fait des paniers repas au lieu des repas chauds. On voit apparaître de nouveaux publics : des personnes se retrouvent privées de ressources. On aurait besoin d'une relecture technique par les services de l'Etat pour savoir si les gestes qu'on préconise sont ajustés : quel interlocuteur ?

DGCS : on travaille sur l'approvisionnement, sur la logistique pour vous appuyer. Avoir de nouvelles réunions de ce type, oui. Envoyez les tableaux avec les coordonnées en Excel par département pour les référents qui doivent être contactés sur l'accès à l'alimentation et l'accès aux produits de première nécessité. Et on a besoin de remontées du niveau d'activité par département, car on a peu de visibilité. Si vous avez des tableaux de suivi avec un niveau d'activité par département, on est vraiment preneur (ouvert ou pas ouvert, et plus précis si possible). Les alertes aussi, pour les ruptures d'accès sans solution, n'hésitez pas. Au moins de façon hebdo le vendredi. C'est le jour où on compile l'info. Tout ce qui est bonnes pratiques, n'hésitez pas aussi à faire remonter, pour aider le pilotage

Doubler la boîte covid des interlocuteurs DGCS que vous connaissez Céline, Corinne, Isabelle. Un mail spécifique sera donné pour préciser le process.

Secours Catholique : alertes sur la Guyane, Mayotte, l'évacuation de Calais, et sur les droits sociaux : suspension des sanctions en court pour les allocataires du RSA, ouverture de droits.

DGCS : On a donné consigne de ne pas occasionner de ruptures de droits dans la période : prolongation des droits oui. Mais suspension des recours qui sont en cours = on va vérifier.

Ouverture de droits : les services des CAF et MSA sont ouverts même si l'accueil physique est généralement fermé (sauf cas exceptionnel). Ils prennent les démarches en ligne, ou par courrier, et exceptionnellement par téléphone.

Croix Rouge Française : Sur Guyane et Mayotte : la Croix-Rouge pilote l'aide alimentaire, on fait ce qu'on peut avec ce qu'on a. Mais sans moyens supplémentaires, on ne pourra pas faire beaucoup mieux. On est déjà au taquet avec les crédits qu'on a aujourd'hui, en particulier en Guyane.

DGCS : toute question précise, envoyez-nous !